

Seul l'exposé prononcé fait foi

Conférence de presse annuelle du 25 avril 2005

Economie extérieure : regarder devant, et non dans le rétroviseur

Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

La rapidité et la profondeur des mutations et de la mondialisation économique ne cessent de nous surprendre. Un coup de fil entre la Suisse et Sidney qui coûtait si cher il n'y a pas si longtemps est devenu presque gratuit aujourd'hui, si l'on utilise Internet par exemple (en 1984, une minute de communication depuis la Suisse coûtait 9,6 francs, l'an dernier, elle ne coûtait plus que 0,12 francs). Sous l'effet de la libéralisation des politiques économiques et commerciales ainsi que du progrès technique dans le domaine des transports, les échanges internationaux de biens et de services ont quintuplé ces 20 dernières années pour atteindre un volume de plus de 9 billions de dollars pour les biens et de quelque 2 billions pour les services en 2004. Une grande partie de ces échanges ont lieu entre des entreprises. On observe également une évolution fulgurante des investissements directs.

Pendant très longtemps, l'internationalisation de l'économie a profité essentiellement aux pays occidentaux développés. Ce qui est nouveau, c'est la vitesse à laquelle de nouveaux acteurs apparus sur le marché bousculent les acteurs établis. Des Etats autrefois pauvres et instables se transforment en géants économiques, qui pèsent de leur poids dans les organisations internationales comme l'OMC, à l'exemple de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

Ce mouvement, dont nos entreprises profitent, suscite toutefois des critiques et des craintes. Trois points qui reviennent de façon récurrente méritent de brèves réponses :

Seuls les pays riches profiteraient de la mondialisation : Il est vrai que l'intégration dans l'économie mondiale est répartie de manière inégale au plan géographique. Mais de très nombreux pays, en Asie notamment, sont sortis de l'extrême pauvreté dans laquelle ils se trouvaient il y a peu encore. Ils ont misé sur le développement des échanges internationaux pour y arriver. Ils ont aussi amélioré grandement leur gouvernance, ce qui est la condition sine qua non pour créer la confiance nécessaire aux investissements. De manière globale, la Banque mondiale estime que le pourcentage des personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour a diminué :

Pourcentage des personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour :

Année	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	2001
Pourcentage	40.4	32.8	28.4	27.9	26.3	22.8	21.8	21.1

- Le marché réduirait l'action de l'Etat à la portion congrue : cette objection ne tient tout simplement pas debout lorsqu'on voit à quel point la part de l'Etat dans l'économie a augmenté dans les pays développés.
- Seules les personnes les plus qualifiées profiteraient de la mondialisation, les autres seraient menacées par les délocalisations : là aussi, il faut se garder de tout alarmisme. Les emplois qui sont délocalisés sont compensés par de nouveaux postes dans la même branche ou dans d'autres branches. L'externalisation n'entraîne rien d'autre que des changements structurels – optimisation de l'efficacité et émergence de domaines à forte création de valeur. Malgré le chômage actuel, l'emploi a connu une croissance constante en Suisse.
- Il est vrai que la mondialisation remet en cause des avantages acquis et déstabilise certains acteurs. En même temps, elle favorise l'innovation et stimule le renouvellement de notre économie. Pour s'en persuader, il suffit de voir avec quelle vigueur croissent, par exemple, certaines entreprises de l'industrie médicale. La mondialisation n'est pas une garantie, mais une chance pour la croissance et l'emploi.
- Dans la nouvelle stratégie sur la politique économique extérieure, le Conseil fédéral a bien mis en évidence l'intérêt de l'ouverture sur l'extérieur pour notre économie :

« La division internationale du travail est la base de la réussite économique de la Suisse. Petit pays dépourvu de matières premières, la Suisse s'est ouverte très tôt sur l'extérieur et a pu profiter largement de la mondialisation croissante de l'économie. Dans le sillage de la libéralisation du commerce au cours des dernières décennies, les entreprises suisses ont su saisir leurs chances sur les marchés dynamiques de l'étranger ».

La Suisse est en effet aujourd'hui un des Etats les plus fortement intégrés dans l'économie mondiale. Un franc sur deux de la richesse produite dans notre pays est dû aux exportations. Les entreprises suisses emploient plus de 1,8 million de personnes à l'étranger (BNS 2005). Les entreprises exportatrices affrontent avec succès la forte concurrence mondiale et démontrent que la Suisse peut tout à fait tirer son épingle du jeu.

La Suisse ne peut ni ne doit changer le monde. La pire des attitudes serait de se mettre à l'écart de l'évolution internationale. Elle peut en revanche agir sur le cadre dans lequel la mondialisation a lieu et prendre les mesures internes nécessaires pour l'appréhender de manière active et positive. Il est vrai que l'adaptation aux nouvelles règles du jeu demande des efforts importants, aux entreprises comme aux hommes. Mais notre pays a d'excellents atouts pour s'imposer : la formation reste globalement de haut niveau, tout comme la recherche, le multilinguisme, l'existence de branches

qui sont à la pointe mondiale, parmi lesquelles on peut citer les techniques médicales, la biotechnologie ou les services financiers.

La nouvelle stratégie de politique économique extérieure du Conseil fédéral va précisément dans cette direction. Elle revendique prioritairement l'accès aux marchés étrangers et une réglementation internationale. Ensuite, elle réclame aussi le renforcement de la concurrence intérieure. Si ce point peut paraître surprenant, il ne l'est pas vraiment. Le succès sur les marchés extérieurs dépend d'un marché intérieur performant. Economie extérieure et intérieure forment un tout. Une économie intérieure performante favorise la croissance, augmente la compétitivité de la Suisse et donne une marge de manœuvre pour conclure des accords internationaux.

L'OMC, rempart contre l'arbitraire

Les entreprises suisses ont besoin de règles claires et sûres favorisant la circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services. L'OMC peut fournir ces règles, négociées multilatéralement. Pour un petit pays exportateur comme le nôtre, l'OMC est essentielle. Son bon fonctionnement nous protège contre le protectionnisme, la discrimination, et l'arbitraire dont pourraient faire preuve les blocs économiques les plus puissants. Mais on doit se demander si l'OMC pourra à l'avenir continuer de répondre à ces exigences.

A l'heure actuelle, les négociations du cycle de Doha sont en cours pour définir comment et à quel niveau les droits de douane seront réduits dans les domaines agricoles et industriels. Il serait important aussi que débutent les discussions sur la facilitation des échanges. Par ailleurs, les nouvelles offres dans le domaine des services (AGCS) devront être rendues d'ici à fin mai 2005.

Au vu des nombreuses questions en suspens et des divergences existantes, il reste encore beaucoup à accomplir jusqu'à la réunion ministérielle de Hongkong, qui aura lieu à la fin de cette année. D'ici là, nous verrons si les anciens et les nouveaux acteurs de la négociation réussiront à créer un climat de confiance mutuel, à trouver des compromis et à mettre en route une réforme des structures et des procédures de l'OMC. Si cela échoue ou si cela n'aboutit qu'à moitié, cela ne fera qu'amplifier la tendance d'un renforcement du régionalisme et des accords bilatéraux. Pour la Suisse, des discriminations pourraient en résulter sur les marchés étrangers. C'est pourquoi, parallèlement à la voie multilatérale, il importe de soigner et de développer nos relations commerciales bilatérales. Dans ce domaine, la nouvelle stratégie du Conseil fédéral va dans la bonne direction.

economiesuisse attend donc du Conseil fédéral qu'il incite les négociateurs suisses à s'engager fermement pour une ouverture large et rapide du commerce mondial, sous la houlette d'une OMC renforcée.

A côté des négociations à l'OMC, il est essentiel de consolider et de développer nos relations commerciales bilatérales avec nos principaux partenaires commerciaux, afin d'éviter que l'économie suisse soit discriminée. On pense ici par exemple à des accords de libre-échange avec le Japon et les Etats-Unis.

Relations entre la Suisse et l'Union européenne

L'économie suisse revendique des règles claires, solides et favorables aux entreprises dans les relations de notre pays avec l'étranger. Dans le commerce de marchandises, 80 % de nos importations proviennent de l'UE et 60 % de nos exportations y sont vendues. Les accords bilatéraux 1 ont permis d'améliorer considérablement le cadre de nos relations commerciales avec notre principal partenaire. Ce cadre juridique a été judicieusement complété par les accords bilatéraux 2.

Les accords bilatéraux 1 ont été désormais étendus aux 10 nouveaux pays membres de l'UE. Les conditions de l'application progressive de la libre circulation des personnes avec ces pays sont favorables pour notre pays.

Si la libre circulation des personnes était rejetée, le risque sera grand que l'UE dénonce tous les accords bilatéraux 1, qui forment un tout. Cela remettrait en cause la voie bilatérale que la Suisse a choisie, saperait les bases de nos relations avec l'Union européenne et mettrait en danger une collaboration pragmatique. La crise qui en résulterait aurait des conséquences imprévisibles pour l'économie suisse.

C'est pourquoi economiesuisse s'engage de manière extrêmement déterminée en faveur des accords bilatéraux.

- L'économie soutient fermement la voie d'une collaboration pragmatique avec l'Europe, fondée sur des accords bilatéraux.
- economiesuisse approuve les accords bilatéraux conclus en 2004 avec l'Union européenne.
- La voie bilatérale est, dans l'avenir immédiat, la seule option à notre disposition pour définir nos relations avec nos voisins européens. Elle doit être développée dans tous les domaines où il existe un intérêt mutuel.

En conclusion : la mondialisation n'est pas une garantie, mais une chance pour la croissance et l'emploi. Notre économie a besoin de conditions-cadre internes et externes optimales afin d'exploiter au mieux ces chances en vue de renforcer la prospérité de notre pays.

Zurich, le 25 avril 2005